

SILVIS H.J. / DE BONT C.J.A.M. / HELMING J.F.M. / VAN LEEUWEN M.G.A. / BUNTE F. / VAN MEIJL J.C.M

De agrarische sector in Nederland naar 2020; Perspectieven en onzekerheden

La Hague : LEI, 2009, 132 p.

<http://www.lei.wur.nl/NL/publicaties+en+producten/LEIpublicaties/?id=1000>

Le Ministre de l'agriculture, de la nature et de la qualité alimentaire néerlandais a passé commande au LEI¹ de l'université de Wageningen d'un rapport sur les perspectives (opportunités et incertitudes) du secteur agricole à l'horizon 2020, celui-ci étant entendu au sens large (industries agroalimentaires et commerce compris).

Le rapport s'ouvre sur une analyse de la position actuelle du secteur agricole néerlandais, très ouvert sur le commerce international, qui génère d'importants excédents commerciaux, très compétitif mais également vulnérable aux variations de la conjoncture ainsi qu'aux nouvelles demandes de la société (environnement, bien-être animal).

Les facteurs de changement (*driving forces*) identifiés ensuite se situent principalement à l'échelle européenne et internationale. Sur leur base, un scénario « tendanciel » est construit. Il se caractérise par la croissance des pays en développement (croissance démographique mais aussi économique), qui se traduit par une hausse de la demande alimentaire. Dans les pays développés, la demande se transforme, sous l'effet du vieillissement et d'une diversité ethnique plus marquée.

En réponse à ces tendances, aux Pays-Bas, le nombre d'exploitations diminue et celles qui restent s'agrandissent encore. Le nombre de personnes employées dans l'agriculture (et l'horticulture) continue de décliner, passant de 75 000 en 2008 à 50 000 en 2020, du fait des progrès technologiques qui améliorent la productivité, et des opportunités d'emploi offertes par les autres secteurs de l'économie (principalement les services). Les agriculteurs pratiquent davantage le temps partiel ou la multiactivité.

Les terres disponibles diminuent de 0,3% par an, mais cela n'affecte pas la production, en raison de l'amélioration des rendements. Les innovations technologiques peuvent résoudre des problèmes environnementaux ou énergétiques, mais certaines rencontrent l'opposition de la société. La libéralisation du commerce agricole s'accroît dans le cadre des négociations à l'OMC, la réforme de la PAC se poursuit.

Les conséquences de scénario tendanciel en termes de demande, d'offre et de politique sont ensuite quantifiées. Par exemple, la fin des quotas se traduit par une hausse de la production de lait de 16%.

Une variante « régionalisation » imagine ce qui se passerait si aucun accord n'était trouvé à l'OMC.

Une autre envisage un prix du baril de pétrole à 150 dollars (contre 100 dollars dans le scénario tendanciel). La production horticole en est affectée, de même que celle des fruits et légumes (tomates, poivrons, concombres). Les restructurations s'accélèrent. Mais dans le même temps la production d'agrocarburants est stimulée.

Une dernière variante se base sur la fin de la dérogation accordée aux Pays-Bas concernant la directive nitrates : le cheptel subirait une baisse (-5% pour les bovins et les porcs) et la totalité du complexe agro-industriel verrait sa valeur ajoutée décroître de 2%.

En conclusion, les auteurs insistent sur le caractère crucial du savoir et l'innovation pour renforcer la compétitivité. Il est selon eux du ressort de la politique gouvernementale de les stimuler, ainsi que de déployer des politiques d'investissements orientant la croissance de la taille des exploitations dans un sens durable.

A noter : dans cette étude, l'impact de la crise économique et financière n'est pas pris en compte comme élément structurant. Les auteurs estiment que la crise peut retarder les évolutions décrites dans le scénario tendanciel, mais non les infléchir.

Céline Laisney

¹ Landbouw Economisch Instituut (Agricultural Economics Institute)